

L'hon. M. Winters: Monsieur l'Orateur, on ne saurait considérer comme un précédent la mesure prise à cet égard. Nous surveillons tout ce qui pourrait se produire.

LES AÉROPORTS

TORONTO—LE PROGRAMME D'EXPANSION

A l'appel de l'ordre du jour.

M. E. Whelan (Essex-Sud): Monsieur l'Orateur, j'ai une question à poser au ministre des Transports. Le ministre a-t-il informé le *Telegram* de Toronto que le gouvernement envisage d'exécuter des travaux d'expansion de 100 millions de dollars à l'aéroport de Toronto?

L'hon. J. W. Pickersgill (ministre des Transports): Non, monsieur l'Orateur, j'ai dit exactement le contraire. J'ai été fort surpris de lire l'article qui semblait donner à entendre, mais sans rien préciser, que j'avais tenu des propos pareils. J'ai bien dit que nous commençons à établir des projets à long terme en prévision de l'ère des super-réacteurs et des supersoniques, que ces projets prendraient beaucoup de temps à se réaliser et que nous n'envisageons pas en ce moment de travaux de construction à l'aéroport de Toronto. J'espère qu'on ne fera pas circuler d'autres bruits stupides, qui sont apparemment le fruit de l'imagination de certains journalistes, pour faire croire que le gouvernement lance un autre projet de 100 millions de dollars.

M. E. Nasserden (Rosthern): Monsieur l'Orateur, j'ai une question supplémentaire à poser au ministre des Transports. Si le gouvernement ne projette pas dans l'immédiat d'agrandir l'aéroport de Toronto, pourquoi les guides qui répondent aux questions pendant les visites organisées parlent-ils de projets d'expansion grandioses?

L'hon. M. Pickersgill: Je vais demander aux fonctionnaires là-bas de changer le disque de phonographe, si c'est celui-là qu'on fait tourner en ce moment.

LA GENT FÉMININE

L'INSTITUTION D'UNE COMMISSION ROYALE D'ENQUÊTE

A l'appel de l'ordre du jour.

Mme Grace MacInnis (Vancouver-Kingsway): Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser une question au premier ministre. Il y a deux semaines, je lui ai demandé s'il étudierait la requête de trente-deux organismes nationaux représentant près de 500,000 femmes pour l'établissement d'une commission d'en-

quête sur la condition de la femme au Canada. Il a répondu, très enthousiasmé, qu'il ne demandait pas mieux que d'y songer. Maintenant qu'il a eu la chance de le faire, j'aimerais bien savoir s'il se propose d'analyser ce problème en nommant une telle commission.

Le très hon. L. B. Pearson (premier ministre): Monsieur l'Orateur, j'ai examiné la question et j'ai décidé, par suite de mes recherches, d'agir avec beaucoup de prudence. (*Exclamations*)

Mais sérieusement, monsieur l'Orateur, le gouvernement étudie la chose. Le secrétaire d'État pousse l'affaire et quand le secrétaire d'État intervient, il se produit presque toujours quelque chose...oui quelque chose.

LA DÉFENSE NATIONALE

LES CHANGEMENTS DANS LE HAUT COMMANDEMENT

A l'appel de l'ordre du jour.

L'hon. Gordon Churchill (Winnipeg-Sud-Centre): Monsieur l'Orateur, je voudrais demander au ministre associé de la Défense nationale si le ministre de la Défense songe à effectuer d'autres changements immédiats dans le haut commandement de nos forces de défense, car le nouveau chef d'état-major a reconnu publiquement que la politique d'intégration du ministre a été un échec complet.

L'hon. Léo Cadieux (ministre associé de la Défense nationale): Je devrai le demander au ministre.

L'hon. M. Churchill: Le chef d'état-major a déclaré que sa première tâche est de rallier les intéressés à l'idée de l'intégration et d'en expliquer la nécessité; cela n'indique-t-il pas clairement l'état déplorable du moral de nos forces armées, ainsi que l'échec de la politique du ministre et du ministre associé?

LE RÉGIME D'ASSISTANCE PUBLIQUE DU CANADA

LA MISE EN VIGUEUR DES PROGRAMMES DANS LES PROVINCES

A l'appel de l'ordre du jour.

M. Keith Hymmen (Waterloo-Nord): Monsieur l'Orateur, je voudrais poser une question au ministre de la Santé nationale et du Bien-être social. Je remarque que de nombreuses questions lui ont déjà été posées aujourd'hui. Par suite de l'adoption récente de la mesure très importante concernant le régime d'assistance publique du Canada, le